

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 240

[C — 2009/29015]

14 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, tel que modifié par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de l'Education permanente du 5 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 22 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 24 octobre 2008;

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir liquider la dernière tranche 2008 des subventions fonctionnement, activités et emploi pour le secteur de l'Education permanente, qui représente la moitié de l'emploi du secteur socioculturel avant la fin de l'année 2008 sur base des nouvelles dispositions prévues par le décret du 24 octobre 2008 précité;

Considérant que si les associations ne perçoivent pas ces subventions dans les plus brefs délais, elles risquent d'être confrontées à des problèmes importants de trésorerie et de ne pouvoir faire face à leurs charges tant en matière de personnel que de fonctionnement;

Considérant enfin que pour les autres secteurs socioculturels, aucune modification réglementaire n'est nécessaire suite à l'adoption du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française pour permettre l'engagement des subventions;

Considérant qu'il serait discriminatoire pour les associations et les travailleurs du secteur de l'Education permanente de ne pas percevoir leurs subventions dans les mêmes délais;

Que l'urgence est dès lors invoquée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45/384/2 rendu le 3 novembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er} :

a) le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « En application de l'article 10, § 2 du décret, le montant du subside forfaitaire annuel d'activités correspondant à cette catégorie est de 1.785,89 EUR. »;

b) in fine il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « En application de l'article 11, 1°, du décret, le montant du subside forfaitaire annuel de fonctionnement correspondant à cette catégorie est de 5.411,80 EUR. »

2° Au § 2 :

a) le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « En application de l'article 10, § 2, du décret, le montant du subside forfaitaire annuel d'activités correspondant à cette catégorie est de 3.536,06 EUR. »;

b) il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « En application de l'article 11, 1°, du décret, le montant du subside forfaitaire annuel de fonctionnement correspondant à cette catégorie est de 10.715,34 EUR. »

3° Au § 3 :

a) le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « En application de l'article 10, § 2, du décret, le montant du subside forfaitaire annuel d'activités correspondant à cette catégorie est de 4.000,39 EUR. »;

b) in fine, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « En application de l'article 11, 1°, du décret, le montant du subside forfaitaire annuel de fonctionnement correspondant à cette catégorie est de 12.122,40 EUR. »

Art. 2. Aux articles 5, 6, 7, 8, 9, 13, 18, 19, 23, 24 et 27, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, les mots "points emploi" sont remplacés par les mots "points activités".

Art. 3. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, l'intitulé du chapitre VI est modifié comme suit : « De la valeur du point activités ».

Art. 4. L'article 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente est remplacé par la disposition suivante : « En application de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la valeur du point activités est arrêtée à 1.068,39 EUR. ».

Art. 5. Aux articles 39 et 41 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente les mots « article 9 du décret » sont remplacés par les mots « article 9, 1° et 2°, du décret ».

Art. 6. A l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Le Gouvernement liquide la subvention visée à l'article 9, 3°, du décret selon les modalités fixées par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. ».

Art. 7. L'article 43 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente est remplacé par la disposition suivante : « La subvention visée à l'article 9, 3°, du décret est justifiée selon les modalités fixées par le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. ».

Art. 8. A l'article 44 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente les mots « articles 9, alinéa 1^{er} et 11, du décret » sont remplacés par les mots « article 9, 2°, et 11, du décret ».

Art. 9. A l'article 45 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente les mots « articles 9, alinéa 3, et 12, § 1^{er}, du décret » sont remplacés par les mots « articles 9, 1°, et 10, du décret ».

Art. 10. A l'article 46 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 avril 2004 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'Education permanente les mots « article 12, § 3 » sont remplacés par les mots « article 12, § 2 ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2008.

Art. 12. La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles le 14 novembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 240

[C — 2009/29015]

14 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor permanente opvoeding van 5 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 oktober 2008;

Overwegende dat het noodzakelijk is de laatste schijf van 2008 van de werkings-, activiteiten en tewerkstellings-subsidies te kunnen betalen voor de sector van de Permanente opvoeding, die de helft van de betrekking van de socioculturele sector inneemt, en dit vóór eind 2008 op basis van de nieuwe nadere regels bepaald bij voornoemd decreet van 24 oktober 2008;

Overwegende dat indien de verenigingen die subsidies niet betaald krijgen binnen de kortste termijn, zij geconfronteerd zouden kunnen worden met belangrijke thesaurieproblemen en het hoofd niet zouden kunnen bieden aan problemen inzake personeel en werking;

Overwegende dat voor de andere socioculturele sectoren, geen enkele reglementaire wijziging noodzakelijk is ingevolge de aanneming van het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap voor de vastlegging van de subsidies;

Overwegende dat het discriminerend zou zijn voor de verenigingen en de werknemers van de sector voor permanente opvoeding hun subsidies niet binnen dezelfde termijn te krijgen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid dus wordt ingeroepen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45/384/2 gegeven op 3 november 2008 bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 :

a) wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling : « Bij toepassing van artikel 10, § 2, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire subsidie dat met die categorie overeenstemt 1.785,89 EUR. »;

b) wordt op het einde een lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij toepassing van artikel 11, 1°, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie dat met die categorie overeenstemt 5.411,80 EUR. »

2° In § 2 :

a) wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling : « Bij toepassing van artikel 10, § 2, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire activiteitensubsidie dat met die categorie overeenstemt 3.536,06 EUR. »;

b) wordt er een lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij toepassing van artikel 11, 1°, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie dat met die categorie overeenstemt 10.715,34 EUR. »

3° In § 3 :

a) wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling : « Bij toepassing van artikel 10, § 2, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire activiteitensubsidie dat met die categorie overeenstemt 4.000,39 EUR. »;

b) wordt op het einde een lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij toepassing van artikel 11, 1°, van het decreet, bedraagt de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie dat met die categorie overeenstemt 12.122,40 EUR. »

Art. 2. In de artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 13, 18, 19, 23, 24 en 27, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding worden de woorden « punten/betrekking » vervangen door de woorden « activiteitenpunten ».

Art. 3. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, wordt het opschrift van hoofdstuk VI als volgt gewijzigd : « Waarde van het activiteitenpunt ».

Art. 4. Artikel 28 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding wordt vervangen door de volgende bepaling : « Bij toepassing van artikel 10, § 1, 2e lid, van het decreet, wordt de waarde van het activiteitenpunt vastgelegd op 1.068,39 EUR. ».

Art. 5. In de artikelen 39 en 41 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding worden de woorden « artikel 9 van het decreet » vervangen door de woorden « artikel 9, 1° en 2°, van het decreet ».

Art. 6. In artikel 39 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt : « De Regering vereffent de subsidie bedoeld in artikel 9, 3°, van het decreet volgens de nadere regels bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 7. Artikel 43 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding wordt vervangen door de volgende bepaling : « De subsidie bedoeld in artikel 9, 3°, van het decreet wordt verantwoord volgens de nadere regels bepaald bij het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap. ».

Art. 8. In artikel 44 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding worden de woorden « de artikelen 9, eerste lid, en 11, van het decreet » vervangen door « artikel 9, 2°, en 11, van het decreet ».

Art. 9. In artikel 45 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding worden de woorden « de artikelen 9, derde lid, en 12, § 1, van het decreet » vervangen door « artikel 9, 1°, en 10, van het decreet ».

Art. 10. In artikel 46 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding worden de woorden « artikel 12, § 3 » vervangen door de woorden « artikel 12, § 2 ».

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2008.

Art. 12. De Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 november 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 241

[C — 2009/29012]

21 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant Règlementation générale des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002, portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », tel que modifié par les décrets du 27 février 2003, 28 avril 2004, 6 juillet 2007 et 19 octobre 2007, les articles 2 à 4 et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié par les arrêtés du 24 septembre 2003, 17 décembre 2003, 28 avril 2004, 9 décembre 2005, 10 mars 2006 et 1^{er} décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 9 octobre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2008;

Vu l'urgence;

Considérant que son contrat de gestion impose à l'ONE de verser l'intervention accueil aux parents au cours du premier semestre de l'année;

Considérant la nécessité de pouvoir imposer, suffisamment tôt, à l'ONE d'informer les parents des démarches qu'ils doivent effectuer pour bénéficier de l'intervention accueil 2008, à savoir l'introduction de leur demande avant le 31 janvier 2009;